

Rentrée 2025 Pas de suppression de postes d'enseignant.es dans l'Enseignement agricole, comme ailleurs !

Une délégation intersyndicale FO EA, ELAN COMMUN, SEA UNSA a rencontré ce mardi 11 février Madame GENEVARD, Ministre de l'Agriculture, accompagnée de sa conseillère à l'enseignement agricole ainsi que du DGER et de son adjoint et de l'adjointe au Chef du SRH.

L'objet de l'échange était d'obtenir des réponses sur le budget 2025 : suppression de 45 ETP (équivalent à plus de 4500 postes à l'EN) et la situation de VELET.

Une Ministre qui continue d'assumer les suppressions de postes

Dans un contexte inédit de désordre politique et de situation institutionnelle ainsi que d'un budget de crise, la ministre se dit obligée de supprimer des postes à l'instar des autres ministères. Elle prétend ne pas avoir été entendue (sic) dans sa volonté de les voir maintenus. Contrairement à son homologue de l'EN qui elle a obtenu le maintien de 4000 postes. De plus, l'intersyndicale dénonce l'incohérence entre le projet de loi d'orientation agricole et la suppression d'ETP qui se traduit par la fermeture de classes et la baisse de seuils de recrutement y compris dans les filières production.

SI, MADAME LA MINISTRE, C'EST BIEN UN CATACLYSME !

Des précisions dans les annonces ? Plutôt le mirage des 14 ETP rétablis

Sur les 45 postes envisagés à la suppression, s'il y a bien 25 ETP supprimés au budget 2025, 20 vont être redéployés (14 le sont déjà). L'intersyndicale conteste cette affirmation. Car ces 14 postes correspondent à des poursuites d'ouvertures programmées les années précédentes (BAC PRO, BTSA, CAPA 2e année) ! Est-ce à dire qu'un non redéploiement aurait compromis la poursuite d'études de nos élèves et étudiants en cours de cycle ? L'intersyndicale demande que les CSA REA se réunissent pour que les informations sur la carte scolaire réelle des régions soient objectivées.

NON, MONSIEUR LE DIRECTEUR, CE N'EST PAS UN REDÉPLOIEMENT !

VELET, les personnels attendent un soutien clair de la Ministre

L'intersyndicale a également interrogé la ministre sur la situation de Velet. La ministre a renvoyé les choix d'arbitrage au Conseil régional et à la DRAAF...sans se positionner. Elle a même interrogé l'intersyndicale sur sa position ! Au regard de l'examen des deux scénarios, l'IS demande à ce que la Ministre soutienne clairement le maintien des formations à VELET

CAR OUI, MADAME LA MINISTRE, LES PERSONNELS DE VELET ATTENDENT VOTRE POSITIONNEMENT SUR L'OUVERTURE DE LA CLASSE DE 3ème ET LE MAINTIEN DES FORMATIONS SUR VELET !

Le Projet de loi d'orientation agricole et sa suite...

Dans le contexte du PLOA, l'enjeu pour la Ministre est " le renouvellement des générations. Pour cela la priorité est de former des jeunes dans les 10 ans et notamment des publics non issus des milieux agricoles. Il faut alors porter une dynamique de recrutement de nouveaux élèves et enseignants dans l'EAP. " Quel crédit accorder à cette affirmation quand le budget 2025 va conduire précisément à l'effet inverse ?

IL FAUDRA QUE CES PAROLES SE TRADUISENT ENFIN EN ACTE,

NOTAMMENT BUDGÉTAIRES, MADAME LA MINISTRE !

Face à ces non réponses, à ces renoncements, à ces contradictions...la seule solution : L'Intersyndicale FO EA, ÉLAN COMMUN, SEA UNSA, appelle les collègues à défendre l'enseignement agricole public, à se mobiliser partout en région pour se faire entendre à partir du 13 février !

Paris, le 11 février 2025